

Pont La marche des usagers du train interdite par le préfet

Les militants de la réouverture aux voyageurs du TER rive droite du Rhône devaient rallier Pont à Bagnols à pied le 17 novembre.

La grande marche qu'ils envisageaient d'organiser dimanche 17 novembre n'aura pas lieu. Les usagers du TER SNCF voulaient, à travers cette action, se rappeler au souvenir des autorités publiques. Depuis des années, leur association se bat pour demander la réouverture de la ligne au train voyageurs, rive droite du Rhône. D'où cette initiative citoyenne qu'ils ont lancée. Les marcheurs devaient se rassembler à 8h45, à la gare de Pont-Saint-Esprit.

Ils allaient ensuite rallier, à pied évidemment, Bagnols-sur-Cèze, par la RN 86 qui traverse les communes de Saint-Alexandre et Saint-Nazaire. L'arrivée à la capitale du Gard rhodanien était prévue à la gare voyageurs vers midi, pour partager casse-croûte et rafraîchissement. Mais il semble qu'en dévoilant le programme de cette journée du 17 novembre, l'association des usagers du train soit allée un peu vite en besogne. Le préfet n'avait, en effet, pas encore donné son feu vert. *A contrario*, le représentant a pris un arrêté d'interdiction de cette marche citoyenne.

Le refus préfectoral se fonde sur la constatation que les conditions de sécurité n'étaient réunies pour garantir le bon déroulement de cette randonnée inhabituelle: «*Elle se déroule sur une route ouverte à la circulation*», observe le préfet du Gard. Le représentant de l'État considère que «*cette marche citoyenne, d'environ 300 personnes, sur les axes principaux, causera des ralentissements conséquents avec des risques d'accidents*».



■ Les usagers du TER SNCF veulent le retour du train voyageurs à Pont-Saint-Esprit.

L'autorité étatique estime en outre, «*que l'encadrement prévu pour cet événement, constitué de deux véhicules avec des feux de détresse devant et derrière, est insuffisant pour assurer la sécurité de cette manifestation*».

Les usagers en prennent acte

La préfecture du Gard redoute le risque de collision entre piétons et usagers motorisés. Et le fait pour les marcheurs citoyens de revêtir un gilet fluorescent ne constitue pas une garantie aux yeux du préfet. L'arrêté est assorti d'un rappel aux risques encourus, en cas de violation de la loi: «*Le fait d'organiser sans*

déclaration ou l'autorisation préalables prévues à l'article R. 331-6 une manifestation sportive est puni des peines pour les contraventions de cinquième classe».

Autrement dit, les infractions passibles d'une amende de 1500€. Les participants à une marche non autorisée sur la voie publique s'exposent, eux aussi, à une sanction financière. Du côté de l'association des usagers du TER SNCF de la Rive droite du Rhône, le message est reçu cinq sur cinq. Un conseil d'administration se tiendra dans les prochains jours pour décider des futures actions.

THIERRY MBOM
tmbom@midilibre.com